



Les risques

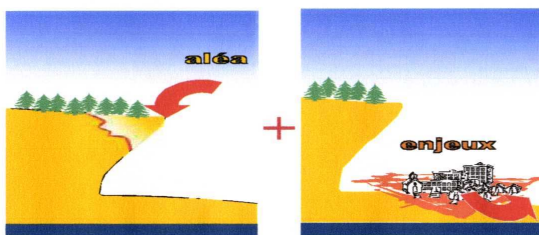


Qu'est-ce qu'un risque ?

Le risque est la combinaison d'un aléa et d'un enjeu

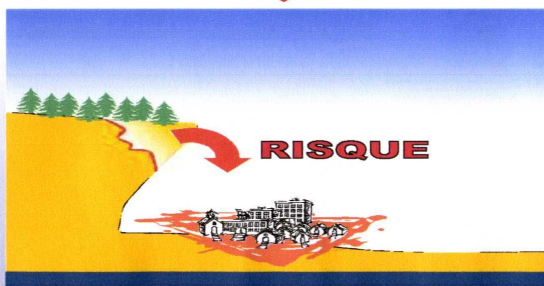
On appelle aléa, un événement susceptible de porter atteinte aux personnes, aux biens et ou à l'environnement. il est caractérisé par sa gravité et par sa probabilité.

Il peut s'agir d'une inondation, de chutes de pierres, de mouvements de terrains, d'explosions au sein d'un site industriel, etc.



On désigne par enjeux les personnes, les biens ou l'environnement susceptible de subir des dommages et des préjudices.

$$\begin{matrix} \text{Aléa} + \text{Enjeux} \\ = \\ \text{Risque} \end{matrix}$$



Le phénomène naturel potentiel «Chute de Blocs» sera considéré comme un risque majeur en présence d'enjeux humains, économiques ou environnementaux importants menacés par un événement potentiellement dangereux.

Ainsi un événement grave observé en un lieu désert n'est donc pas un risque important. Mais un événement moyennement grave survenant dans une zone à forte présence

humaine représente un risque non négligeable. On considère qu'un risque est majeur lorsque aléas et enjeux sont forts, lorsqu'il est susceptible de dépasser les moyens de réaction

des services de secours et/ou que ses conséquences sur le tissu socio-économique sont de nature à affecter durablement la zone touchée. Le risque majeur est caractérisé

par des conséquences très importantes et une faible fréquence. (Événements qui n'ont lieu que rarement).





Comment gérer un risque ?

Un risque étant la combinaison d'un aléa et d'enjeux qui y sont exposés, pour le gérer, il faut :

- soit annuler l'aléa, le risque est alors nul
- soit annuler les enjeux, ce qui revient également à rendre le risque nul
- soit limiter une des deux composantes ou les deux pour réduire le risque au maximum.

Les risques et plus particulièrement ceux qui sont qualifiés de majeurs représentent une menace grave pour une société.

S'il n'est pas envisageable économiquement d'annuler les risques naturels, une réflexion concertée des différents acteurs intéressés permet d'atténuer l'impact en cherchant à diminuer les aléas et diminuer les enjeux.

Le dispositif actuel de gestion des risques est scindé en quatre composantes qui sont

- la prévention
- la protection
- la gestion de crise
- l'information préventive
-
-



La protection

Faire de la protection, c'est agir sur l'aléa pour réduire le risque :

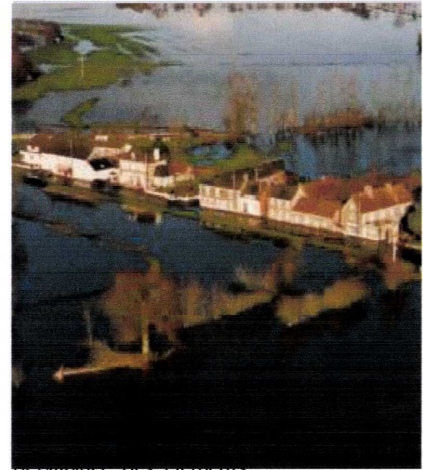
Aléa + Enjeux = Risque

La protection a pour objet de réduire l'exposition des personnes et des biens exposés aux risques par l'intermédiaire de mesures de protection actives ayant une fonction d'écran vis-à-vis des aléas. Il s'agit le plus souvent de programmes de travaux tels la mise en place d'endigements, de bassins de rétention, de filets de retenues ou de paravalanches.

Ces travaux seront réalisés à l'initiative des collectivités avec une possibilité d'aide au financement de la part de l'Etat.

Mais il est impossible de se protéger de tout.

Certains événements ont une incidence telle que la protection ne permet d'atténuer que faiblement ses conséquences ou pire, risque d'aggraver la situation en cas de



diminution des éléments de protection (rupture de digue par exemple).

Ainsi on considère qu'il est possible de se protéger d'événements d'amplitude peu importante (Événement décennal ou trentennal pour les inondations par exemple).

La Prévention

Faire de la prévention, c'est agir sur les enjeux pour réduire le risque :

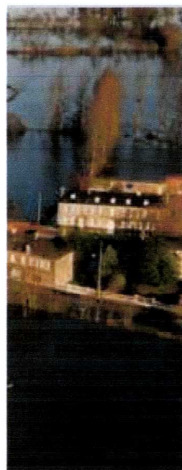
Aléa + Enjeux = Risque

Pour des événements plus importants, les

Glossaire

Événement décennal :
Qui a une chance sur dix de se produire dans l'année.

Événement trentennal :
Qui a une chance sur trente de se produire dans l'année.



Glossaire

Événement centennal :
Qui a une chance sur cent de se produire cette année, soit deux chances sur trois dans le siècle.

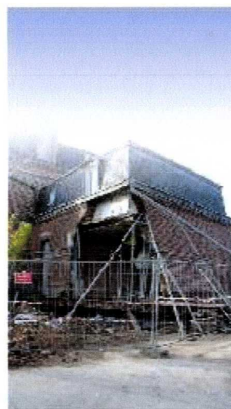
outils de protection se révèlent insuffisants et il convient alors pour faire face à ce type d'événement d'agir de manière préventive.

Contrairement à la protection pour laquelle les actions menées portent sur l'aléa, la prévention consiste à limiter les enjeux exposés aux phénomènes naturels.

L'objectif est entre autres de tirer les leçons des événements passés pour ne plus commettre les mêmes erreurs.

La mise en œuvre d'une politique de prévention passe par une connaissance ciblée des zones d'aléas. Cette connaissance permet de délimiter la zone touchée par l'aléa dit de référence, zone au sein de laquelle on limitera un maximum les nouveaux enjeux.

(l'aléa de référence est au minimum, pour les inondations, l'événement centennal)



La gestion de crise

Pour des événements de plus grande ampleur encore, la protection et la prévention ne suffisent plus. Il faut pour ces cas extrêmes se préparer à la gestion de crise.

Celle-ci est composée de deux volets qui sont la préparation de l'intervention des services de secours et leur coordination lors de la survenance d'une catastrophe naturelle ou technologique.

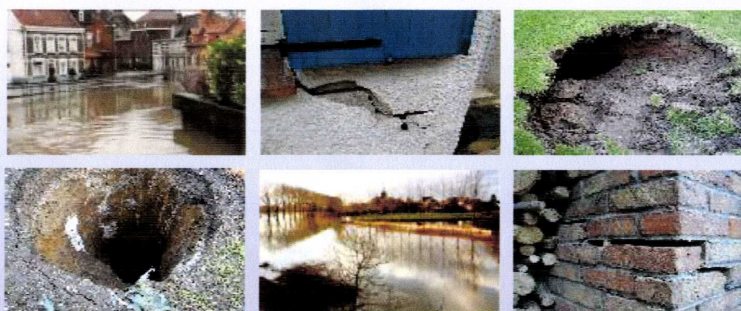
L'information préventive

Le droit à l'information des citoyens sur les risques majeurs est inscrit dans la loi depuis le 22 juillet 1987 à l'article 21 : « Les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent.

Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles »

Chacun doit être informé du risque qu'il encourt pour pouvoir prendre toute décision en connaissance de cause : où construire? Comment réagir en cas de crise? Etc.

Ces 4 piliers de la gestion des risques sont **COMPLEMENTAIRES**





L'intérêt de la démarche PPR



Le Plan de Prévention des Risques est un des outils de la gestion des risques

Quels en sont les objectifs ?

Réalisé avec pragmatisme à partir de la connaissance actuelle des aléas et des enjeux des territoires concernés par les risques tant humains qu'économiques, le PPR permet :

- de ne plus exposer de nouveaux biens vulnérables au danger
- de ne pas augmenter l'aléa
- d'assurer la sécurité des nouveaux projets dans le cadre d'un développement durable.

Il ne traite donc pas de l'aspect protection* ni de la gestion de crise*. Ces deux autres aspects devront être développés dans des cadres complémentaires.

*cf page précédente



Qui sont les acteurs de la réalisation d'un PPR ?

L'élaboration d'un PPR doit regrouper toutes les personnes concernées. D'un point de vue technique, c'est la DDE qui a été missionnée

par l'état pour la réalisation des PPR aidée en cela par un bureau d'études. Mais les acteurs locaux (collectivités, etc.) sont également mis à contribution et régulièrement concertés pour valider chaque étape du

processus élaboration au cours de réunions régulières. En effet, il est nécessaire pour affiner le document d'échanger au maximum les connaissances!

Comment réalise t on un PPR ?

La réalisation d'un PPR compte 6 grandes étapes

- 1) Arrêté de prescription
- 2) Élaboration du projet
Cette étape compte plusieurs phases :
 - La détermination de l'aléa
 - La détermination des enjeux exposés actuellement
 - La réalisation d'un zonage et d'un règlement (par recoupement de la carte des aléas et des enjeux)

- 3) Consultation et enquête publique
- 4) Projet éventuellement modifié
- 5) Arrêté d'approbation
- 6) Annexion du PPR dans les documents d'urbanisme

Il est important de noter que pour chaque phase d'avancement de l'élaboration du PPR, des réunions de concertation sont prévues afin de préciser et d'affiner les éléments d'information.

L'élaboration d'un tel document demande beaucoup de travail, de temps et une grande implication de chacun afin d'aboutir à un document sur lequel les collectivités pourront s'appuyer pour promouvoir un développement durable au sein de leurs territoires. Sous sa forme finale, un PPR est constitué d'une note de présentation, de documents graphiques et d'un règlement.

Quelles sont les conséquences d'un PPR ?

Le PPR est un document d'urbanisme qui vaut servitude d'utilité publique et qui s'impose donc à tous!

(état, collectivités, particuliers) Aussi, il peut réorienter l'urbanisme d'une commune. Le PPR prescrit pour le bâti existant des mesures permettant de diminuer la vulnérabilité. L'inconstructibilité, la

constructibilité sous condition, la mise hors d'eau des compteurs EDF et installations électriques, la surélévation des planchers, la création d'un étage, sont des prescriptions envisageables on les cas.

Directeur de la publication : Jean-Louis HELARY
 Rédacteur chef : Patrick DELEBECQUE
 Collaborateurs : DDE Nord, DIREN Nord - Pas-de-Calais
 Conception graphique : Michel PETIT
 Impression :
 Crédit photos : DDE Nord,

septembre 2005